

La prospective des “lieux de mémoire”

*Jacques de Courson, économiste, urbaniste,
fondateur de l'ONG Urbanistes du Monde*

La passion mémorielle des Français paraît sans limite. A croire qu'ils regardent le présent l'œil fixé dans le rétroviseur, fasciné par leur passé et désespérant de leur avenir. Pas une semaine ne passe qui ne soit marquée par une nouvelle fronde des professeurs d'histoire, la parution d'un numéro « exceptionnel » sur les pyramides égyptiennes ou la guerre de 14, une émission de télévision sur l'héritage ou le patrimoine (« Des racines et des ailes »), l'inauguration d'un « mémorial » de la traite des esclaves à Nantes, etc. On peut citer aussi l'initiative avortée du Président de la République de concevoir une « Maison de l'histoire de France ». Sans compter les débats sur la période de l'occupation allemande ou la guerre d'Algérie, sujets inépuisables de la mauvaise conscience française.

D'où vient cette fascination, souvent un peu morbide, pour un passé indéfiniment ressassé ? Un historien célèbre, et à ce titre membre de l'Académie française, Pierre Nora, a bâti sur cette passion française un concept à succès : les « lieux de mémoire », promis à un immense succès éditorial.

Dans les pays du Sud au contraire, peu d'intellectuels indigènes s'intéressent à ces « lieux » de l'époque coloniale (refoulés

ou pré-coloniale (ignorés) qui – sauf dans certains pays (Égypte, Mexique, Pérou, Cambodge, Inde, Chine...) – soit n'existent pas (Uruguay), sont peu nombreux (Afghanistan) ou ont été détruits (Brésil), soit ne sont mis en valeur que pour des touristes étrangers. Par contre dans certains pays « neufs », ces lieux sont « redécouverts » et deviennent des instruments puissants de réhabilitation de la « mémoire d'un peuple » à des fins

pédagogiques, culturelles et politiques. Témoignent de cette nouvelle dynamique prospective des « lieux de mémoire » dans les pays en développement une réalisation en cours (Inde) et un projet (Tunisie) qui peuvent, parce qu'il s'agit dans les deux cas de sites exceptionnels de grande valeur patrimoniale, avoir valeur d'exemples pour tous les pays du Sud. Ils sont tous deux présentés dans les chapitres suivants par les promoteurs des deux initiatives qui se sont tenues sous la forme d'ateliers franco-indiens dans le premier cas et franco-tunisiens dans le second, tous deux portés par la France et le pays hôte à l'initiative de l'ONG Urbanistes du Monde et avec le concours de l'UNESCO.

Ces initiatives nous semblent préfigurer une nouvelle stratégie patrimoniale des « lieux de mémoire » dans les pays du Sud qui échapperait à des logiques de pure conservation à des fins historiques (restitution et conservation), touristiques (à destination de la clientèle étrangère pour l'essentiel) et commerciales (hôtellerie, artisanat et services). Il s'agirait d'une démarche fondamentalement politique ayant pour objet de permettre à une population locale de se réappropriier les lieux, la culture et les traditions - et leurs traces - laissés par leurs ancêtres au cours de leur « histoire longue » (Braudel) et de bâtir sur ces bases une stratégie pour le futur.

Cette réaffectation des « lieux de mémoire » peut prendre plusieurs formes :

- l'abandon ou la destruction, cas le plus fréquent ;

- la restauration, toujours longue et coûteuse, et difficile à plaider dans un pays pauvre dont les urgences sont ailleurs (« les ruines peuvent attendre ») et sauf rentabilité touristique avérée (Egypte) ;

- la réinsertion du « lieu » dans une vitalité retrouvée en respectant le legs de l'histoire pour qu'il soit valorisé et transmis aux générations futures (cas cités, auxquels il faut ajouter quelques rares exemples comme Luang Prabang au Laos, la vieille ville de Fès au Maroc ou le quartier central de Hanoï au Vietnam).

Le meilleur exemple de cette pratique nouvelle est pour nous celui de la ville brésilienne de Curitiba (capitale de l'Etat du Parana, au Brésil). Curitiba a en effet réussi, depuis plus de trente ans et sous l'impulsion d'un maire vigilant et précurseur nommé Jaime Lerner, à créer au cœur d'une métropole dynamique de trois millions d'habitants un quartier central, soigneusement conservé en l'état, datant de l'origine de la ville et des « portes » aux frontières de la ville dense qui « marquent » par un projet culturel et artistique ses origines coloniales (Russie, Pologne, Autriche, Italie, France...). Chacun peut ainsi retrouver à Curitiba un « vieux quartier » central animé par un marché d'artisanat très actif le dimanche, et des « lieux de mémoire » de ses origines nationales, et refonder ainsi la nationalité brésilienne qu'il a choisi en devenant un immigré volontaire qui intègre l'histoire de sa patrie d'origine (ou de celle de ses ancêtres, le Brésil étant un pays d'immigration depuis plus de cinq siècles).

Les villes patrimoniales du Karnataka (Inde) :

Promouvoir un développement intégré qui s'appuie sur la valorisation du patrimoine et l'implication des habitants

par Gérard Gasselín, Paul Trouilloud, Pierangelo Cacciotti.

La fondation indienne « Heritage Cities Network Foundation », qui rassemble plus de vingt grandes villes et de nombreux partenaires autour des problématiques de valorisation du patrimoine et de développement urbain, a installé son siège depuis le mois de mai 2011 à Mysore (Karnataka). Elle a souhaité organiser un premier séminaire de travail sur les enjeux de patrimoine et d'urbanisme de cette ville située à environ 200 km au sud de Bangalore. Ce séminaire a intéressé une centaine de personnes et s'est déroulé du 21 au 25 novembre 2011. La fondation a reçu pour cela le soutien très actif de la municipalité (MCC), de l'Etat du Karnataka et de l'Unesco. Deux experts français ont apporté leur concours, Paul Trouilloud, architecte et urbaniste de l'Etat du Ministère de la Culture et Gérard Gasselín, urbaniste. De plus un jeune architecte, Pierangelo Cacciotti, a pu, après avoir participé au séminaire, en assurer les prolongements en séjournant plus de trois mois sur place. Deux objectifs étaient poursuivis :

- Définir des règles générales de protection

et de valorisation du patrimoine de cette cité remarquable tant sur le plan du patrimoine bâti que paysager (définition d'une zone de protection prioritaire).

- Préciser les conditions de réhabilitation du marché central de Mysore, le Deveraja Market. Ce bâtiment typique de l'architecture du XIX^{ème} constitue au centre de la ville et non loin du Royal Palace, un atout majeur pour l'identité de la cité, un lieu apprécié des touristes mais aussi des habitants et des 750 commerçants qui y travaillent quotidiennement. En outre, l'intérêt du séminaire était également d'échanger sur les démarches de planification, l'organisation territoriale, les politiques de valorisation du patrimoine très différentes entre l'Inde et la France. Une centaine de personnes a pu activement s'impliquer dans les débats dont de nombreux responsables de la municipalité et de l'Etat du Karnataka. Mais il faut surtout noter la participation très active de la population et, en l'occurrence, des commerçants du Deveraja Market qui ont apporté par leur connaissance une précieuse contribution à l'élaboration du projet de réhabilitation du bâtiment. Le séminaire s'est déroulé en trois temps :

1°) Les deux premiers jours ont permis de faire un état des lieux de la situation du patrimoine à Mysore, des études réalisées sur le plan de la circulation, de la fréquentation du marché, des démarches de planification en cours (Master Plan, City Development Plan - CDP). Les experts français ont également fait état de l'expérience française en ce domaine.

2°) Différents ateliers ont ensuite été organisés et des parcours commentés se sont déroulés non seulement dans le marché lui-même mais également dans son environnement immédiat et celui du Palais afin d'analyser et de prendre en compte le contexte urbain (circulation, stationnement, services, patrimoine...)

3°) Enfin un travail de mise en commun et de synthèse a permis de déboucher :

o D'une part sur un programme d'actions détaillé concernant la réhabilitation du marché.

o D'autre part sur une série de recommandations sur la stratégie de protection et de valorisation du patrimoine de Mysore. Les experts français ont particulièrement insisté sur deux points : tout d'abord faire en sorte d'intégrer les prescriptions sur le patrimoine dans les documents officiels de planification et en particulier le Master Plan. Et deuxièmement prendre toutes les mesures pour assurer un suivi et une mise en œuvre en s'appuyant sur une véritable équipe pluridisciplinaire comprenant des architectes urbanistes mais aussi d'autres compétences (sociologues, géographes, économistes...). En effet, l'enjeu n'est pas seulement de réaliser des documents de planification mais bien d'apporter un appui permanent à la collectivité sur tous les enjeux de gestion urbaine, d'équipement, de transport, de politique de l'habitat, etc. La prolongation de ce séminaire à travers le séjour de Pierangelo Cacciotti a permis :

1°) de finaliser un plan de référence qui définit les règles générales de protection et

de mise en valeur du patrimoine architectural et paysager ;

2°) de mener toutes les négociations notamment auprès du Ministère de l'urbanisme pour qu'il acquière force de loi en étant intégré dans le Master Plan.

Désormais, en liaison avec le siège de la Fondation, les responsables locaux et les services de l'Etat du Karnataka, des solutions pérennes sont recherchées pour assurer un suivi technique de la réhabilitation du marché et également mettre en place la cellule d'appui pluridisciplinaire évoquée ci-dessus.

Gérard Gasselin, Paul Trouilloud, Pierangelo Cacciotti.

Le site archéologique de Carthage (Tunisie)

Pour une gouvernance et un aménagement durable à Carthage

Contexte : Un site d'une valeur inestimable menacé

Le parc archéologique de Carthage est un territoire de 300 hectares riche d'un patrimoine culturel et naturel unique au monde. Pourtant, il est menacé de dégradations sous l'effet de la croissance urbaine tunisoise et des faiblesses de sa gestion et de sa mise en valeur.

Carthage fut fondée au VII^e siècle avant J-C et a abrité plus de 300 000 habitants à son apogée, étendant ses réseaux commerciaux et militaires sur l'ensemble de la Méditerranée. Pendant plus de 1 000 ans, elle a vu se succéder les civilisations majeures de la Méditerranée et en porte les vestiges : Phéniciens, Romains et Byzantins y ont laissé tour à tour des témoignages singuliers.

A ce patrimoine archéologique inestimable s'ajoutent d'importantes ressources naturelles : partiellement préservé de l'urbanisation, le parc archéologique de Carthage constitue le poumon de la côte nord-est de Tunis.

Malgré la reconnaissance de la valeur universelle du patrimoine de Carthage, celui-ci est en proie à une pression foncière croissante. En raison du prestige du lieu, mais aussi de la forte croissance démographique de la métropole tunisoise, les valeurs foncières à proximité du site de Carthage sont parmi les plus élevées du pays, générant une forte tension spéculative.

Malgré des mesures de protection juridique mises en place en 1985, la dégradation des ressources patrimoniales du site s'est poursuivie, notamment en raison d'une insuffisante mise en valeur. Un projet de développement et de valorisation du site constitue donc une condition sine qua non pour que la préservation de la valeur patrimoniale du site ne reste pas le souci des seuls archéologues, et afin que l'ensemble de

la société tunisienne puisse en bénéficier.

Le site archéologique de Carthage offre un potentiel de retombées économiques et sociales immense, mais insuffisamment exploité. Avec plus de 700 000 visiteurs par an et plus de 2 millions de dinars de chiffre d'affaire (1,1 millions d'euros), Carthage est le site le plus rentable de Tunisie. De plus, il constitue un atout symbolique majeur pour l'image et l'attractivité de la Tunisie.

Pourtant, à l'heure actuelle, le site engendre la déception des visiteurs. La dispersion des points d'intérêt, leur faible visibilité, les difficultés de circulation rendent difficile l'appropriation du site, tant pour les touristes que pour la population tunisienne. Aujourd'hui, les visiteurs du site sont majoritairement des touristes étrangers conduits en bus sur un périmètre restreint au regard de l'étendue du site. Le potentiel du lieu est donc largement sous-exploité. Par ailleurs, les retombées économiques proviennent essentiellement des tickets d'entrées : les ventes annexes restent marginales, bien qu'elles puissent représenter une source d'emplois et de revenus importante.

Ainsi, le site archéologique de Carthage ne génère pas des retombées à la hauteur de sa notoriété, en raison des carences de l'aménagement, du paysagisme, des modes de transports, mais aussi de la stratégie de communication autour du site, qui passe principalement à travers les opérateurs touristiques.

Carthage au cœur de la révolution tunisienne: de nouvelles perspectives

Le site archéologique de Carthage a été affecté par les manœuvres clientélistes du président déchu, prêt à brader des terrains au cœur du site à des promoteurs immobiliers. Outre la dégradation du patrimoine, l'ancien régime tunisien était un frein à toute velléité de mise en valeur. Aujourd'hui, la révolution tunisienne ouvre de nouvelles perspectives.

Durant les vingt dernières années, des études très intéressantes ont été produites pour tenter de concilier la protection du site et la génération de retombées économiques et sociales. On peut penser en particulier au Plan de Prévention et de Mise en Valeur (1995) et au Projet de valorisation du patrimoine culturel de Carthage soutenu par la Banque mondiale (2004).

S'ils sont largement restés lettre morte en raison des réticences du système Ben Ali à les appuyer, ces projets représentent une source d'idées innovantes pour améliorer l'aménagement et la gestion du site archéologique.

Aujourd'hui, le processus post-révolutionnaire en cours en Tunisie peut briser la spirale qui menait au blocage de la valorisation patrimoniale et au démantèlement des dispositifs de protection de Carthage. De nombreux archéologues se sont mobilisés pour tenter de revenir sur les

empiètements faits sur le site.

La nomination comme ministre de la Culture d'Ezzedine Bechaouch, ancien maire de Carthage et président du Comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO, est le gage d'un souci particulier du gouvernement à l'égard du site de Carthage.

Enfin, il convient de souligner la dimension populaire de la révolution tunisienne et le rôle important joué par les nouvelles technologies. Si, partout dans le monde les nouvelles technologies bouleversent les rapports de forces politiques et reconfigurent les modalités d'expression de la citoyenneté, c'est en Tunisie que ces outils ont fait la preuve la plus éclatante de leur potentiel émancipateur. Carthage, qui constitue depuis le protectorat un centre névralgique de l'identité politique tunisienne, ne saurait rester à l'écart des mutations du rapport au pouvoir permises par les nouvelles technologies.

Enjeux

Le site de Carthage constitue un symbole national, mais aussi un atout territorial majeur, et notamment pour le nord de l'agglomération de Tunis. Son avenir soulève donc de multiples enjeux.

Placer Carthage au cœur d'une stratégie métropolitaine durable

Le parc archéologique peut constituer un point d'attraction à potentiel régional. Situé au cœur de la côte Nord Est de Tunis, qui connaît un développement urbain important

et risque à moyen terme de manquer d'espaces naturels à fonction récréative, Carthage peut contribuer à équilibrer le développement de la métropole et à améliorer la cohésion sociale dans l'agglomération. Pour faire de Carthage une aire récréative s'adressant à l'ensemble de la population de la métropole, il convient de tenir compte de l'accessibilité du lieu.

Concilier tourisme culturel et préservation du patrimoine

Pour enrayer la crise chronique que traverse le tourisme tunisien, le pays doit développer une véritable stratégie de tourisme culturel. Carthage représente pour cela l'atout le plus précieux dont dispose le pays. Cela suppose un renouvellement de la stratégie de communication, un aménagement plus attrayant du site, mais aussi le développement d'une filière artisanale susceptible de créer des emplois durables. Cependant, la préservation des vestiges millénaires de Carthage doit rester une priorité : les acteurs du patrimoine doivent être pleinement impliqués dans cette stratégie de tourisme culturel et l'effort de fouilles archéologiques doit être poursuivi.

Promouvoir une gouvernance partenariale et démocratique

Un tel projet se doit d'entériner et de servir l'appel démocratique qu'a constitué la révolution tunisienne. Afin de promouvoir une gouvernance démocratique à Carthage, il convient de mettre en réseau les

différentes parties prenantes. Ce projet doit donc favoriser la construction collective de l'avenir du site et de la définition de sa place, tant d'un point de vue identitaire et politique que d'un point de vue urbain et stratégique. En outre, le projet doit s'inscrire dans une démarche d'accompagnement et d'impulsion d'une mobilisation citoyenne pour la mise en valeur du site de Carthage.

Tirer parti de l'usage des nouvelles technologies pour mobiliser autour du site

Clé de voûte de la révolution tunisienne, les nouvelles technologies sont un atout pour la promotion d'un renouvellement des modalités d'expressions politiques. L'utilisation des nouvelles technologies semble être un levier essentiel pour inventer un mode participatif et transparent de développement du site archéologique. Cet usage émancipateur des nouvelles technologies pourra ainsi aller de pair avec une approche innovante de la muséographie, afin de rehausser l'attrait du site.

Actions envisagées

Les workshops pluridisciplinaires sur l'avenir de Carthage

Afin de favoriser la mise en réseau entre les différents acteurs concernés par la mise en valeur du patrimoine, et afin de permettre des échanges d'expériences à l'échelle internationale, des workshops pourront être organisés en Tunisie ou à l'étranger.

Ce pourrait être le cas de rencontres thématiques sur des questions qui se posent tout particulièrement à Carthage. Ainsi l'exemple du tourisme culturel, de la gestion de la mobilité au sein des sites patrimoniaux, des recettes secondaires du patrimoine, pourrait être pris.

Il apparaît essentiel de parvenir à rassembler des acteurs qui n'ont pas tendance à se côtoyer et qui participent chacun à former l'avenir du site archéologique : les archéologues et les acteurs du tourisme, les représentants institutionnels, les acteurs de l'aménagement aux différents échelons, les artistes, etc. Ces échanges permettront de fournir la base à des scénarios de l'avenir de Carthage qu'il s'agira de discuter, puis de mettre en œuvre.

La création d'une plateforme internet interactive

Une plateforme internet interactive pourrait jouer plusieurs rôles. Elle serait d'abord un outil de réflexion et de partage sur l'avenir de Carthage, ouvert à l'ensemble des citoyens tunisiens. Par rapport aux workshops, cet outil aurait une fonction plus 'démocratique' : il permettrait la discussion des idées élaborées au cours des workshops et serait donc le volet participatif du projet de workshops. Deuxièmement, la plateforme internet sera un outil de communication sur Carthage, visant à sensibiliser l'ensemble de la population sur les richesses du site et l'intérêt de s'y rendre. Elle pourra enfin permettre des visites virtuelles, ou la diffusion de films sur l'avenir de Carthage.

Une université d'été internationale

Afin de prolonger la réflexion sur l'avenir de Carthage, une université d'été pourrait rassembler des étudiants tunisiens et internationaux dans une perspective interdisciplinaire rassemblant aussi bien des ingénieurs et des économistes, que des artistes et des historiens. Cette université d'été consisterait à former les étudiants à la prospective territoriale, tout en leur permettant un partage de savoir-faire. Les étudiants seraient ainsi amenés à produire un travail de prospective avec des scénarios, en s'appuyant sur un diagnostic de la situation et en produisant des textes et des documents visuels.

Une stratégie de communication pour attirer la population tunisienne sur le site

Afin d'attirer davantage la population tunisienne sur le site archéologique, il convient de développer une stratégie de communication appropriée et d'impliquer des intermédiaires, tels les syndicats, les écoles, les acteurs sociaux. Par ailleurs on peut imaginer un événement culturel emblématique afin de permettre une appropriation de Carthage par la population, en plus des festivals culturels qui s'y déroulent annuellement.

Le lancement de projets de valorisation patrimoniale

L'ensemble de ces vecteurs de mise en réseau doit permettre de discuter et de mobiliser

autour de projets concrets qui permettraient d'améliorer l'expérience touristique des visiteurs. Des propositions ont été faites en ce sens à travers des études nationales ou internationales, parmi lesquelles :

- la création d'un point d'accueil et d'équipements
- l'aménagement de parcours guidés entre les sites
- le développement de la gamme des moyens de déplacement vers les sites, et l'information sur les moyens existants.
- la mise en place d'un réseau de minibus assurant le transport entre les différents points d'intérêts.
- le développement de ventes annexes pour bénéficier de retombées économiques indirectes (artisanat, buvettes...).
- le développement de visites de groupes (scolaires, associations, syndicats).

Impacts attendus

Ces actions de mise en réseau et de partage d'expertise devraient se traduire par :

- Une mobilisation scientifique et universitaire élargie autour du site de Carthage
- Le développement de réseaux d'échanges citoyens contribuant à la construction d'un régime démocratique en Tunisie.

A travers ce processus, nous espérons obtenir des impacts en termes de :

- Gestion plus efficace du site archéologique et protection de son patrimoine culturel et

naturel.

- Création d'une centralité régionale par la constitution d'un parc à vocation socio-culturelle.
- Attractivité accrue du parc archéologique pour plusieurs types de visiteurs (étrangers, Tunisiens, habitants de la région)
- Dynamisation du tourisme culturel
- Création d'emplois dans le secteur touristique et les secteurs liés (artisanat, commerce)

Hind Khedira et Jérémie Molho

Hind Khedira et Jérémie Molho sont diplômés du Master Stratégies territoriales et urbaines de Sciences Po Paris. Tous deux arabophones, ils disposent notamment d'une expérience professionnelle dans le monde arabe. Jérémie a ainsi travaillé au sein du bureau d'architecture Taillibert à Abu Dhabi. Hind a réalisé une mission pour l'Agence Française de Développement au Liban sur la réhabilitation des centres anciens de Tyr et de Tripoli.

Ils ont été missionnés en 2010 par l'ONG Urbanistes du Monde pour réaliser une étude sur la mise en oeuvre des politiques de développement et de mise en valeur du site archéologique de Carthage depuis la classification au patrimoine mondiale de l'UNESCO. Cette étude s'est appuyée notamment sur la rencontre des acteurs ayant participé à la conception et à la mise en oeuvre de ces projets : Experts de l'UNESCO, urbanistes et responsables auprès du ministère de la culture.